



**To be or not to be** Karine Espineira [Humeurs](#) 2 octobre 2017

Ce billet, classé dans la catégorie humeur, est ainsi et avant tout, un partage de pensées et d'émotions liées aux actualités du moment. Ces dernières semaines, on a vu passer de nombreux messages et avis sur la création d'équipes de la Sofect à Brest et Lille, sur l'initiative malheureuse de Contact IDF, du colloque en préparation de Montpellier, etc. A ce propos, la suite d'article du weblog [Blundr](#) va à l'essentiel et avec une grande efficacité. Pour ma part, j'ai été invitée à un certain nombre de ces « rendez-vous » et j'ai rarement eu l'occasion d'en parler car je me confronte souvent à un silence dont j'ignore s'il est dû au désintérêt ou à l'impossibilité de partager une réflexion sans passe d'armes comme il est devenu si coutumier dans les milieux militants, sachant que tout le monde se défend de pratiquer « la condamnation » sur le « on dit ». Pour en témoigner j'ai l'amer souvenir d'un post sur Facebook où l'on m'avait désigné comme « putophobe » pour avoir apporté mon soutien à une liste féministe pour les européennes. Surprise d'autant plus violente que je n'avais jamais entendu de positions contre les SW. Des amies ont été averties et on pu prendre leur distance à temps, mais pas moi. Ce sont de nombreux sms qui m'ont avertis de l'épinglage sur FB et du flot de condamnations et d'insultes qui suivaient. Les personnes qui me connaissent, ainsi que mes luttes et engagements, ont compris immédiatement la méprise mais peu ont osé prendre ma défense face à la propension d'autres à me lyncher symboliquement, reprenant et ré-interprétant la moindre de mes paroles, le plus souvent sur des « on dit » ou des lectures si sommaires qu'on ne peut appeler cela s'informer. Cela fait trois ans environ et parfois, j'en entends encore parler. L'épinglage FB qui a duré quelques heures intenses a été plus fort que tous mes articles, que tous mes ouvrages, que toute ma recherche, que tout mon activisme depuis plus de 20 ans en France (ASB, CGL, ZOO, CEL, UEEH, ECHO, SC, ODT...) et comme membre de la coordination internationale STP 2012. La personne qui m'a épinglé s'est présentée comme « *bad cop* » et « c'est tombé sur toi » m'a-t-elle indiqué en privé, oubliant qu'un petit mot public aurait fait du bien à tou.te.s car la seule femme de cette histoire a avoir été malmenée, c'était la trans. J'ai reçu toute la documentation concernant le colloque de Montpellier. Si vous me dites « trop de médecins » je vais être d'accord bien entendu. Travaillant depuis des années sur l'idée que le sujet trans doit être désobjectivé, qu'il faut le décroiser des approches strictement médicales et juridiques pour l'inscrire dans des approches culturelles, refaisant du sujet et de son environnement un sujet connaissant, un sujet de savoirs, valorisant les savoirs situés et les expériences de vie situés, je suis forcément déçue que les allié.e.s réifient le cantonnement médico-légal. Le « changement de sexe » redevient central dans ces approches alors que c'est le « changement de genre », toujours antécédent, qui doit être la préoccupation première. Je reviens d'Argentine où j'ai pu donner des cours et une conférence sur le sujet et je vois bien les ouvertures que cela produit. De même, encore une fois, on note la focalisation sur un trajet personnel. Là encore, le trajet individuel mit en vedette est contre-productif car il oblitère les contre-discours et les contre-représentations. Les politiques trans auraient mérité plus de place, d'attention et de respect. En pointant ces aspects, je n'insulte personne que cela soit entendu. Il serait de bon ton et politiquement judicieux (pour se faire applaudir) de jouer la carte de la radicalité et de lancer quelques gifles cinglantes et de clamer quelques « révolutions ! » sans jamais proposer un programme de société alternatif pour les personnes trans, pour ne m'en tenir qu'à ce public. J'ai plutôt envie d'espérer, peut-être naïvement que la copie soit revue, avec moins de médecins car la population trans ne se réduit pas à des « transsexuel.le.s », à moins de trajets « individuels » car les politiques trans sont riches et encore trop méconnues. Activismes, militantismes, transféminismes, contre-discours et contre-représentations, entre autres termes et notions, ne sont pas des gros-mots ou des injures à la bienséance. Je voudrais terminer ce billet, par le partage d'un malaise. Il m'est arrivé à plusieurs reprises de décliner des invitations en raison de mes engagements personnels mais d'en accepter d'autres pour raisons professionnelles. Je peux ainsi faire partie d'une équipe dans laquelle il y a un psychiatre sans que cela fasse pour autant de moi une « traîtresse » à la cause ou je ne sais quelle caution de je ne sais quel lobby. N'oublions pas que de son côté, le psychiatre doit composer avec une « trans » universitaire qui est présente, et ce, qu'il soit d'accord ou pas. Lequel est donc le plus loti si on s'engage dans cette logique ? Les choses se déclinent encore comme suit. On m'a invitée à participer l'ouverture d'un événement étiqueté Sofect. Ma première pensée a été de refuser. J'y ai réfléchi et un peu discuté autour de moi. J'ai entendu des « vas-y ». Au passage, ce serait merveilleux et plus que reconfortant si ces « vas-y » prenaient publiquement ma défense, si je me trouvais épinglée sur FB ou Twitter, parmi d'autres réseaux [a]sociaux. Je songe aussi à tous ces

moments ou Maud-Yeuse Thomas et moi-même, sommes allées au feu et seules, sans soutien, et sachant qu'au final il ne reste rien dans les mémoires. De fait, je dois réfléchir à deux fois avant de m'engager car le bras de fer, qu'il soit conceptuel ou politique, existe aussi en interne. Je ne dois pas seulement tenir compte de ce que je vais devoir affronter comme « violences » dans un colloque avec des pys parfois hostiles ou condescendants quand je parle de savoirs situés mais aussi des suspicions ou diffamations en interne, au sein de mon propre groupe d'appartenance. Le dire, ce n'est pas non trahir cette appartenance. Avant de poursuivre, je vais raconter une petite histoire qui démontre que parler de violences n'est pas trop fort. Lors d'un colloque international sur les questions liées au corps, j'ai assisté à des communications revendiquant des positions humanistes et compréhensives. A midi, je me suis retrouvée à table avec la plupart de ces intervenant.e.s. Une doctorante pose la question des « trans » à ces éminents universitaires -dont certains bossent sur la question, il faut l'avoir à l'esprit- et à un praticien très connu. Il se trouve que j'ai compris que je n'avais pas été « captée comme trans ». Il y a eu donc un effet « on est entre nous ». La tablée s'est transformée en foire ou ambiance « bar du bouloman ». Chacun y allait de sa petite anecdote sur ces « pauvres trans ». Les rires avaient bien le ton de la moquerie et les discours l'habit du racisme comme nous en avons parlé avec un copain présent à cette table. J'ai eu envie de recadrer mais finalement j'ai pris le parti d'écouter jusqu'au bout, d'accepter de voir jusqu'où cela irait. C'est allé très loin : moquerie sur la terminologie (transgenre, transidentité, cisgenre), sur le coût des opérations (« le trou de la sécu », si si c'est vrai...), les revendications associatives, etc. J'ai écouté et tout entendu et c'était, croyez-moi bien, très violent pour moi émotionnellement. J'ai quitté cette table avec un indescriptible malaise, révoltée autant que peinée que de tels esprits soient tant en contradiction avec ce qu'ils/elles énoncent publiquement. J'ai écourté ma présence au colloque et le soir-même j'ai été dans l'incapacité de partager un nouveau repas avec ces gens là. Je suis restée dans ma chambre avec un grand sentiment de solitude et de dépit car désormais je sais ce qu'il peut se dire « de nous » quand des personnes qui travaillent « sur nous » se racontent des choses « sur nous » quand elles pensent n'être « qu'entre elles ». Il me semblait important de partager cette expérience de violence car je la revis toujours comme telle.

### **Pourquoi avoir accepté dans un second temps d'intervenir dans un événement étiqueté Sofect?**

*Voici mes principales réponses :*

- C'est dans mon champ professionnel : En apprendre plus.
- Je n'y présente pas comme « représentante des trans » ni des associations.
- Je ne prétends pas parler « au nom de ... », ni de personne d'ailleurs.
- On m'a proposé un exercice de savoirs situés.
- Mon propos se résume à expliquer pourquoi les politiques trans ne veulent pas d'eux.
- Je ne cherche aucune caution de leur part car je n'ai aucun objectif liée à la carrière.
- Je ne suis pas une caution pour eux car j'interviens comme sociologue et non comme représentante des trans ou d'une association.

*Mon ressenti ?*

- Je suis effrayée de ne pas être à la hauteur des savoirs que j'aimerais valoriser. Je serais toujours en position de contre-public subalterne. Si je l'oublie l'institution me le rappelle toujours.
- Je suis terrifiée à l'idée du lynchage et que mes travaux et engagements soient oubliés en un millième de seconde. Car : Maud-Yeuse Thomas, moi-même et bien d'autres, nous avons voulu et souhaité que des savoirs trans existent et viennent concurrencer d'autres savoirs, souvent maltraitants. J'ai donc lutté aussi avec mon doctorat, et peu savent combien j'ai été seule dans l'université à ce moment là. Aujourd'hui, beaucoup de jeunes trans s'engagent dans ces parcours, j'aimerais qu'ils et elles n'oublient jamais ce que j'ai pris dans la figure pour qu'ils et elles puissent faire de même avec moins de claques à l'arrivée et qu'ils fassent de même pour les suivant.e.s. Enfin, je ne vie pas dans un château dans un quartier huppé de Marseille comme certaines mauvaises langues ont voulu le faire croire. Bhé non, je ne suis pas des élites et des cercles de pouvoir, pas plus que Serano, que Stryker, Feinberg, Stone, ou Califia, entre beaucoup d'autres, me semble-t-il.
- Je souhaiterais un peu plus de solidarité et un peu de condamnations gratuites et opportunistes.

Nous verrons bien si je me dégonfle ou pas, car je me donne aussi ce droit là, celui de reculer et de renoncer. En écrivant ces lignes, je suis d'ailleurs plus proche du renoncement que de quoi que ce soit d'autre, et je trahirais au passage la confiance de deux universitaires féministes, pour lesquelles la question de la légitimité de la parole n'est pas négociable.